

COLAB ALIMENTATION DURABLE EN SEINE-SAINT-DENIS

Phase de diagnostic : les enjeux alimentaires du territoire

Cadre

Contexte

Le CoLAB « alimentation durable » est consacré aux questions « d'accessibilité à une alimentation saine et durable pour tous » en Seine-Saint-Denis.

La Seine-Saint-Denis est un département très urbanisé (90% du territoire artificialisé¹), densément peuplé, jeune et populaire. Extrêmement dépendant d'approvisionnements extérieurs, avec une proportion importante d'habitants confrontés à des difficultés et à des situations de précarité alimentaire².

En parallèle le département fourmille d'initiatives originales - issues de mouvements citoyens, d'associations spécialisées, d'entreprises de l'économie sociale et des collectivités – qui visent à renouveler l'offre alimentaire sur le territoire – et à faciliter le changement des pratiques alimentaires notamment par la pédagogie et un meilleur accès à l'information.

Le programme CoLAB « alimentation durable » propose de recenser ces initiatives et d'en mobiliser les acteurs aux côtés d'équipes scientifiques afin de les faire converger autour de propositions d'actions et d'accompagner à la mise en œuvre de ces propositions sur le territoire, en réponse aux besoins des habitants et aux enjeux alimentaires prioritaires de la Seine-Saint-Denis.

A des fins d'organisation, Le CoLAB avait décidé de cibler 3 enjeux prioritaires qui serviraient de base lors de l'organisation de l'appel à projet. De par sa connaissance du territoire et sur la base du diagnostic alimentaire réalisé par le LAB3S en 2020³, 3 enjeux ont été pré-identifiés :

- Système alimentaire durable (accès, distribution)
- La santé nutritionnelle
- Le commerce équitable

Le CoLAB, réunit l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement), et les trois associations LAB3S, makesense et Bond'Innov.

Le programme se déroule en 4 phases :

- **Le diagnostic** : Identification des acteurs, initiatives, potentiels de collaboration et des enjeux prioritaires sur le thème de l'alimentation durable en Seine-Saint-Denis
- **L'émergence et l'identification de potentiels projets** : des ateliers de co-construction de projets multi-acteurs en réponse aux enjeux prioritaires identifiés dans ce diagnostic du territoire
- **L'appel à projets** et sélection de 3 projets avec l'aide d'un comité réunissant chercheurs et collectivités
- **L'accompagnement** : à la fois entrepreneurial pour la structuration des projets retenus, et scientifique pour le développement de données et de connaissances par des travaux de recherche en soutien des projets.

¹ L'Île-de-France : région la plus artificialisée de France métropolitaine – Insee dossier IDF 2022

² SDES, IGN - Corinne Land & cover 2018, IGN - ADMIN EXPRESS 2020, IGN

³ [Diagnostic alimentaire de Seine-Saint-Denis - 2020 - LAB3S & TERRALIM](#)

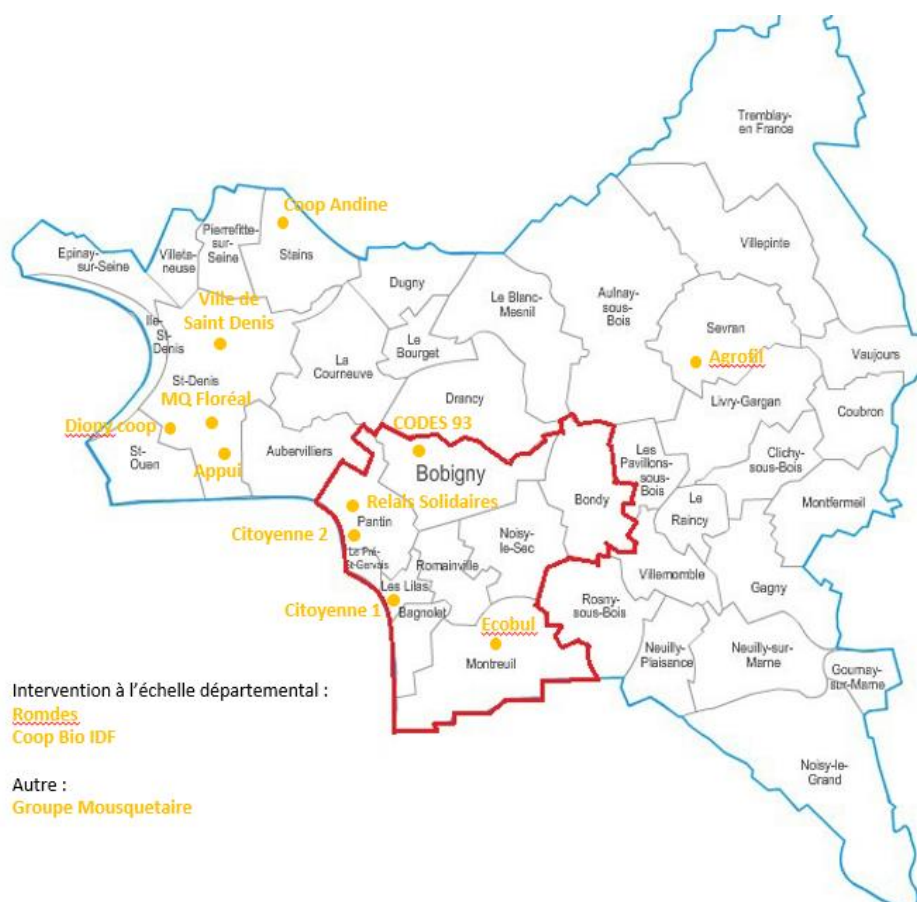
Dans le cadre de la première phase du CoLAB « alimentation durable » nous avons décidé de mener une série d’entretiens semi-directifs auprès d’acteurs du territoire qui agissent autour de la thématique de l’alimentation. Cela permet de mieux connaître leurs structures, leurs positionnements vis à vis des enjeux alimentaires du département et d’identifier le potentiel de collaboration entre ces différents acteurs. Ces entretiens s’inscrivent en complémentarité de ceux réalisés par le LAB3S lors du diagnostic alimentaire du département.

L’analyse de ces entretiens doit, entre autres, permettre de valider, invalider et compléter les enjeux prioritaires du territoire en matière d’alimentation, identifiés par les partenaires du CoLAB suite au diagnostic alimentaire. Enjeux prioritaires qui, comme mentionné précédemment, serviront de base lors de l’appel à projet.

Typologie des structures interrogées

Ainsi nous avons sélectionné un échantillon de 14 structures représentatives de chaque enjeu pré-identifié. Nous avons également veillé à interroger des structures diversifiées dans leur forme (entreprise, association, coopérative, réseau régional, etc) et le plus possible réparties dans l’ensemble du département.

Figure 1 : Nom et localisation des structures interrogées dans le cadre de ce diagnostic



Chacune de ces structures a été questionnée via un entretien semi-directif sur les éléments suivants :

- Ses activités
- Sa perception des enjeux alimentaires prioritaires en Seine-Saint-Denis
- Le manque éventuel de connaissance pour répondre à ces enjeux
- Ses perspectives de travail en collaboration (ressources et attentes)

Vous retrouverez la grille d'entretien en « annexe 1 : grille d'entretien ».

Les activités

Les structures interrogées ont été initialement sélectionnées car elles correspondaient à l'une des thématiques pré-identifiées par le CoLAB.

La plupart d'entre elles proposent en général plusieurs activités qui toutes combinées, correspondent à l'ensemble des maillons de la chaîne alimentaire. Cette complémentarité d'activité est une opportunité certaine dans des perspectives de collaboration.

De plus, on notera que pour la majorité des structures interrogées, leurs activités / actions reposent sur du travail en partenariat.

Figure 2 : présentation des activités des structures interrogées

Enjeux pré-identifiés	Structures	Activités								Travaille en partenariat
		Production	Distribution /logistique	Transfor- mation	Restauration HD	Insertion profession- nelle	Aide alimentaire	Sensibilisation	Formation	
Système alimentaire	<u>Agrofil</u>	√							√	√
	Coop bio IDF		√	√						√
	Les mousquetaires	√	√	√					√	
	Appui – plateforme		√				√			√
	Relais solidaires			√	√	√				√
	<u>Diony coop</u>		√							√
Commerce équitable	Coop Andine		√							√
Santé nutrition	<u>Romdes</u>							√	√	√
	Codes93							√	√	√
	Ville Saint Denis							√	√	√
Autre	Maison de quartier Floréal						√	√		√
	<u>Ecobul</u>							√		√
Citoyen.ne	M.T.									
	I.B.									

Limite

On note toutefois une disparité dans le nombre de structures interrogées par thématique pré-identifiée. Notamment l'absence de magasin coopératif ou de magasin de grande distribution qui ont un rôle primordial dans l'accès à l'alimentation et qui auraient pu enrichir la réflexion autour de l'approvisionnement et des modèles de distribution. Nous avons cependant pu échanger avec le groupe Carrefour et le groupe les Mousquetaires, et même si ces échanges ne se sont pas déroulés dans le cadre des entretiens, ils enrichissent la réflexion.

On note également le faible nombre de structures interrogées dans la production agricole. D'une part, le département de la Seine-Saint-Denis qui est très urbanisé ne laisse quasiment pas de place à l'agriculture (et donc peu de structures hors Agriculture Urbaine - AU). D'autre part les entretiens ont été réalisés durant la période estivale qui est une période de travail très dense pour la production agricole, ce qui a laissé peu, voir pas, de temps aux producteurs pour répondre à nos sollicitations.

Enjeux alimentaires identifiés

Les personnes interrogées ont été questionnées sur les enjeux alimentaires qui leur semblaient être prioritaires sur le département de la Seine-Saint-Denis. L'analyse des entretiens et leur croisement avec le Diagnostic Alimentaire de Seine-Saint-Denis⁴ et le rapport sur les engagements d'Est Ensemble en réponse aux propositions de la convention citoyenne locale pour le climat⁵ nous a ensuite permis de mettre en lumière les enjeux suivants :

La problématique de l'**accessibilité à l'alimentation** « saine et durable », abordée par 12 des 14 personnes interrogées, qui se partage entre :

- **L'Accessibilité géographique** en lien avec le système de production et de distribution. Comment rendre accessibles des « produits de qualité, produits durablement » sur l'ensemble du département ?
Cependant l'accessibilité géographique ne se limite pas aux produits bruts (marché, supermarché, épicerie etc) mais inclut également l'ensemble de l'offre de restauration (fast-food, restaurant, boulangerie, etc). Ainsi, l'enjeu d'accessibilité géographique de l'alimentation est étroitement lié à l'enjeu d'aménagement urbain que nous abordons ci-dessous.
- **L'Accessibilité économique :**
 - Rapport qualité / prix ou Comment rendre une production durable et locale compétitive avec les prix des fruits et légumes qui viennent de Rungis ? Comment faire pour que la production locale ne reste pas une production « de niches » qui profite à une part infime et aisée des habitants de Seine-Saint-Denis ?
 - La question de l'accessibilité économique est étroitement liée à la question de répartition des richesses tout au long de la chaîne de valeur (du producteur au consommateur) et également de l'enjeu d'assurer des revenus décents pour les producteurs.

⁴ [Diagnostic alimentaire de Seine-Saint-Denis - 2020 - LAB3S & TERRALIM](#)

⁵ [Les engagements d'Est Ensemble en réponse aux propositions de la Convention citoyenne locale pour le climat - 2022 – Est Ensemble](#)

La **problématique d'aménagement urbain**, regroupe plusieurs enjeux entremêlés. 11 des 14 personnes interrogées ont ainsi évoqué :

- L'enjeu de **préservation des espaces verts** (accessibles à tous) et des **terres agricoles**
- Les choix / maîtrise des **implantations commerciales** – comment favoriser l'implantation de petits commerces locaux qui proposent des offres alimentaires diversifiées ? Comment accompagner et inciter les commerces existants à faire évoluer leurs offres ? (ex : en partant de l'existant et de ce qui plaît tel que pizza, kebab, poulet frit, comment est-ce que l'on propose des recettes de pizza kebab et poulet plus saines sur le volet nutritionnel, faite à base de produits frais etc).
- L'importance de développer à l'échelle locale des **espaces de stockage** de denrées alimentaires. Ce point vient en réponse au constat que le département est extrêmement dépendant des approvisionnements extérieurs gérés en majorité par la grande distribution et qu'en cas de crise cette dépendance est renforcée (comme on le constate avec les crises conjuguées du Covid et de la guerre en Ukraine).

Autour de la question du foncier se pose plus globalement la question de **l'environnement capacitant**. La réalité de l'environnement dans lequel vivent les habitants de Seine-Saint-Denis est très urbanisé, avec beaucoup de restauration « fast food » et d'hypermarchés appliquant des stratégies de vente à « prix bas » (cf. échange avec le groupe Carrefour) cette réalité n'est pas toujours, voir rarement, en phase avec les actions et messages de sensibilisation menés par les acteurs du territoire qui tentent d'impulser un changement plus durable des pratiques alimentaires. Il est **primordial de mettre en parallèle le niveau de capacitation de l'environnement** (environnement capacitant) **et action de sensibilisation**. Car si l'environnement dans lequel les habitants évoluent n'est pas en phase avec les messages de sensibilisation transmis, alors les **leviers d'action des populations**, leur pouvoir d'agir différemment, est drastiquement réduit.

Les **enjeux de santé publique** auxquels fait face la Seine-Saint-Denis (prévalence forte d'obésité, de maladies cardio-vasculaires, etc⁶.) ont souvent été évoqués lors des entretiens. Les personnes interrogées parlaient d'un **enjeu de sensibilisation ou plutôt d'apprentissage nutritionnel** (quel est l'impact de l'alimentation sur ma santé ?). Le sujet a été abordé par 11 des 14 personnes interrogées.

Cette grande thématique regroupe plusieurs enjeux :

- L'enjeu d'**éducation / sensibilisation nutritionnelle** pour comprendre les bases de la nutrition, de l'équilibre alimentaire et de l'impact de notre alimentation sur notre santé.
- En complément de l'aspect nutritionnel, il a souvent été évoqué un besoin de sensibilisation, de **monter en compétences sur les connaissances alimentaires générales** : comme comprendre ce que veulent dire les étiquettes alimentaires, comprendre d'où viennent les produits, mesurer leur impact sur l'environnement, faire le tri dans les allégations et recommandations alimentaires, etc. L'enjeu ici est notamment de pouvoir s'affranchir du marketing alimentaire et de faire des choix avisés.

⁶ <https://www.iledefrance.ars.sante.fr/>

- Enfin l'**enjeu de formation des professionnels**, à la fois
 - Les **agents encadrant les temps de repas** qui ne sont pas du tout formés sur les questions d'alimentation mais qui sont au contact direct des enfants dans les milieux scolaire, périscolaire et qui sont amené à transmettre des messages en termes d'alimentation et répondre aux questions.
 - Les **cuisiniers et leurs équipes** qui sont rarement formés aux questions d'équilibre alimentaire et à l'impact de leur cuisine sur l'environnement (gaspillage alimentaire, loi Egalim, etc).
 - L'évolution nécessaire de la formation pour les **métiers de bouche** notamment (ex : CAP cuisine le régime végétarien n'est jamais abordé).

En complément de ces enjeux, les personnes interrogées ont souvent évoqué la **dimension culturelle de l'alimentation** d'autant plus importante en Seine-Saint-Denis que le département compte 150 nationalités différentes et donc un foisonnement de cultures. Cette dimension culturelle de l'alimentation interpelle à plusieurs égards :

- **Accessibilité des produits** que les personnes sont habituées à consommer dans leur culture (ex produit exotique tel que le **gombo**)
- Comment **adapter les messages de sensibilisation aux différentes cultures culinaires** ? (ex certaines cuisines sont principalement à base de féculents et de viande : comment y intégrer davantage de légumes ?)
- Enfin cette dimension culturelle très forte sur le département s'ajoute aux **limites déjà connues de l'aide alimentaire** (dont bénéficient 5 à 7 millions de français⁷). En effet bénéficier d'une aide alimentaire (panier imposé ou épicerie solidaire) composée de produits que l'on ne connaît pas ou que l'on ne sait pas cuisiner a pour risque de générer un important gaspillage alimentaire, et des régimes alimentaire peu diversifiés (on se rabat sur ce que l'on connaît : pâtes, riz, etc).

Dans le cadre de cette synthèse nous n'avons pas souhaité donner plus de granularité à notre retour quantitatif sur chacun des enjeux retenus. En effet cela ne nous semble pas pertinent au regard de l'hétérogénéité et du nombre (relativement faible) de personne interrogée.

Besoin de connaissance

La majorité des personnes interrogées ont reconnu qu'un accompagnement scientifique, mêlant sciences dures et sciences sociales, de leur projet et plus largement des projets et enjeux liés à l'alimentation et à l'action social en Seine-Saint-Denis serait un plus. Les recherches et expérimentations mises en place devraient permettre de développer de nouvelles connaissances utiles pour une montée en compétences des acteurs de terrain ainsi que pour orienter les prises de décisions politiques en réponse aux enjeux du territoire.

Ce développement de connaissances pourrait également être utilisé dans le cadre d'actions de plaidoyer.

⁷ Rapport annuel sur l'état de la pauvreté en France 2021 – Secours Catholique

Les différents acteurs interrogés ont évoqué divers besoins en termes de connaissances. Nous les avons répertoriés dans le tableau ci-dessous et taché de les classer par typologie. Ce classement est nécessairement subjectif et pourra être discuté.

Type	Proposition
Mesure d'impact	Construire une méthodologie de mesure d'impact pour prouver l'impact réel des actions (impact positif sur la vie quotidienne des habitants, sur l'environnement, etc)
	Montrer que « les meilleures actions », celles qui ont l'impact le plus pérenne sont celles qui agissent sur le renforcement des compétences psychosociales
	Montrer l'interconnexion entre des actions visant le renforcement des compétences psychosociales et l'environnement dans lequel vivent les personnes. Et ainsi montrer l'importance d'agir sur l'environnement pour y développer les leviers d'actions dont peuvent se saisir les habitants.
Modèle économique	Rechercher un modèle économique viable et vertueux pour les différentes structures de la chaîne alimentaire (dans une logique de transformation et de relocalisation du système alimentaire à une échelle locale) => travail en cours pour une plateforme logistique d'aide alimentaire
	Étudier les freins (systémiques) à l'émergence et la mise en place d'un modèle économique vertueux tout au long de la chaîne alimentaire
	Réflexion et recherche autour du modèle économique de l'AU : comment sortir d'un modèle économique basé principalement sur les activités de sensibilisation et développer un modèle davantage basé sur la production ? Comment passer à une production à plus grande échelle ?
Capacité vivrière de l'AU	Question de la capacité vivrière de l'AU. A évaluer en prenant compte de « à qui bénéficie cette alimentation locale et éventuellement de meilleure qualité » ? Ainsi que de la concurrence que cela génère pour des producteurs périurbains / campagne proche dont les exploitations peinent parfois à vendre la totalité de leur production (Frein du prix ? Des lieux de débouché ?)
Mobilisation et action de sensibilisation	Quels sont les freins à la mobilisation des personnes ? Comment les lever ? => un travail de recherche bibliographique a déjà été commencé par le réseau ROMDES. Besoin de partage d'expérience et de développer les connaissances théoriques et pratiques
	Développer les connaissances théoriques et pratiques sur le positionnement des acteurs dans leur posture professionnelle.

Au-delà des pistes de connaissance à développer, il a été plusieurs fois évoqué le besoin de mieux comprendre ce que font les autres acteurs de l'alimentation, à la fois pour acquérir de meilleures connaissances transversales sur les différents acteurs de la chaîne alimentaire, mais également pour davantage partager ce que chacun fait et teste.

Ce qui ressort aussi de ces échanges, c'est un manque de visibilité sur les travaux de recherches déjà entamés sur certains des sujets mentionnés dans le tableau ci-dessus comme la pollution et dépollution des sols par exemple. On peut ainsi penser que c'est le cas pour d'autres sujets.

Ainsi, une question qui pourrait être travaillée est : comment mieux valoriser / faire connaître les travaux de recherche en cours auprès des habitants, acteurs de l'ESS, collectivités, etc ?

Perspectives de collaboration

L'ensemble des structures interrogées travaillent avec divers partenaires pour la majeure partie, voir la totalité, de leurs activités. Aussi elles s'accordent à dire que travailler en collaboration avec d'autres acteurs est un moyen intéressant pour répondre aux enjeux mentionnés précédemment. Certaines ont cependant relevé des limites à la collaboration multipartenaires.

Voici la liste des avantages et limites à la collaboration mentionnés lors des entretiens :

Avantages	Limites
Avoir plus de valeur ajoutée	La coordination des acteurs n'est pas toujours facile et parfois très chronophage pour peu de résultats
Partager son expertise et bénéficier de celles des autres	Faire perdurer la mobilisation et l'implication des partenaires dans le temps long
Permet de répondre- à une partie des enjeux	Les enjeux d'ordre social nécessitent l'implication et l'action des politiques
Possible d'intégrer les habitants dans la construction	Il ne faut pas se regrouper mais plutôt se coordonner entre acteurs afin de renforcer le pouvoir d'agir de chaque structure locale
Permet d'accéder à certaines compétences que l'on n'a pas en interne ou que l'on ne peut pas avoir parce que manque de RH	

De manière générale, on observe un vrai potentiel de collaboration parmi les acteurs du territoire qui s'accordent pour dire que le collectif renforce l'action individuelle. Cependant, on note aussi que pour atteindre cet objectif, il est primordial d'avoir une « personne tierce qui assure la coopération et qui a un lien de confiance » (Benjamin Masure) avec les différentes parties prenantes.

Ces entretiens ont également fait ressortir un besoin de collaboration et de dialogue renforcé avec les collectivités et acteurs politiques avec une attente forte autour de l'engagement concret des politiques. Cela fait effectivement référence à l'un des enjeux évoqués précédemment : le besoin de faire évoluer l'environnement dans lequel évoluent les habitants pour renforcer leur pouvoir d'agir et l'impact des projets de sensibilisation.

Idée de collaboration mentionnée lors des entretiens :

- Projet de structuration de filières qui prennent en compte, de manière juste, tous les maillons de la chaîne (répartition équitable des valeurs).

Atouts et freins pour des projets collectifs

En matière de collaboration, les personnes interrogées ont été questionnées sur ce qu'elles pourraient apporter dans le cadre d'une collaboration ainsi que sur leurs besoins et attentes envers leurs partenaires.

Voici un résumé des apports et attentes exprimées par l'ensemble des personnes interrogées :

Apports	Attentes
<p>Expertise :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▸ Méthodologie pour construire des programmes pédagogiques et de sensibilisation ▸ Formation & pédagogie ▸ Obésité, santé, nutrition, ▸ Alimentation durable ▸ Connaissance juridique ▸ Modèle économique et développement de revenus complémentaires pour une exploitation ▸ Structuration de filière ▸ Insertion professionnelle ▸ Méthode de travail collaboratif mêlant professionnels et habitants <p>Lieux : Mise à disposition de lieux pour se rencontrer, travailler mener des actions (Butinerie, collège, Relais solidaire)</p> <p>Réseaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▸ Débouché pour une production agricole ▸ Connaissance fine du territoire et de ces acteurs – mise en réseau possible ▸ Mobilisation des habitants du quartier 	<p>Expertise :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▸ Partage des expertises de chacun ▸ Être accompagné sur la mesure d'impact et la méthodologie d'évaluation des actions ▸ Besoin de compétence en analyse de résultat ▸ Besoin de se former sur le volet communication ▸ Besoin d'aide sur la mobilisation des habitants (comprendre les freins et leviers) <p>Matériel : Mutualisation des outils (matériel, outil pédagogique, etc)</p> <p>Réseaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▸ Mobilisation des agents en interne pour de la formation ▸ Mobilisation des habitants <p>Partenariat :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▸ Fondé sur une complémentarité des activités principales de chaque structure ▸ Basé sur un projet social commun défini ensemble ▸ Partager les mêmes valeurs <p>Autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▸ Besoin de plus de moyens humains ▸ Besoin de ressources financières

De manière globale, il y a une attente forte d'engagement et d'actions envers les collectivités et décideurs politiques.

Sujets de collaboration identifiés

Suite au travail d'analyse, de synthèse et de concertation avec les partenaires et le comité scientifique du CoLAB alimentation durable, nous avons identifié 6 thématiques prioritaires et plusieurs sujets de collaboration dont les acteurs du territoire pourront se saisir. Ces sujets de collaboration ne sont pas exhaustifs. Les acteurs qui souhaitent s'inscrire dans le programme CoLAB et participer à l'appel à projet devront proposer des projets en lien avec les enjeux prioritaires présentés ci-dessus et les besoins des habitants de Seine-Saint-Denis.

Thème 1 - Sensibiliser à une alimentation durable et de qualité

- Comment faire rentrer les messages sur l'équilibre alimentaire dans le quotidien des habitants de Seine Saint-Denis ?
- Comment adapter les messages de sensibilisation aux différentes cultures culinaires et à l'environnement ?

- Comment susciter un esprit critique face au marketing alimentaire ?
- Comment s'unir pour créer une force de lobbying pour développer une alimentation saine et durable ?

Thème 2 - Rendre accessible géographiquement une alimentation durable et de qualité

- Quels espaces de stockage et quelles possibilités de mutualisation pour favoriser une plus grande autonomie alimentaire du département ?
- Quelles collaborations pour optimiser la livraison du dernier kilomètre ?
- Potentiel de la production locale

Thème 3 - Rendre accessible économiquement une alimentation durable et de qualité

- Comment renforcer le modèle économique de l'agriculture urbaine ?
- Comment rendre l'offre locale attractive face à la concurrence à bas prix ?
- Potentiel de la production locale

Thème 4 - Mesurer l'impact des projets innovants dans l'alimentation durable

Thème 5 - Adapter l'alimentation durable et de qualité aux cultures/habitudes locales

- Comment conserver les plats appréciés et consommés (pizzas, kebab) mais en y intégrant davantage de produits frais et locaux ?
- Comment accompagner l'utilisation des produits d'aide alimentaire en prenant en compte les habitudes culinaires ?

Thème 6 - Former les professionnels de l'alimentation à l'alimentation durable et de qualité

- Quelles collaborations pour permettre aux cantines de proposer des offres plus durables, bio et équilibrées ?
- Comment former les professionnels qui agissent dans la cantine (agents encadrant les repas, cuisiniers et leurs équipes...) à transmettre les bons messages en termes d'alimentation durable.
- Comment former des professionnels de restauration sur l'alimentation durable (cuisine végétarienne...)

Parmi ces différentes thématiques, certains sujets de collaboration nécessitent d'impliquer un acteur de la recherche :

- Collaborer pour implémenter des **outils de mesure d'impact des projets** liés à l'alimentation.
- Collaborer pour **évaluer et penser des modèles durables pour l'Agriculture Urbaine** : modèle économique de l'AU / Question de la capacité vivrière de l'AU).
- Collaborer pour implémenter des méthodes **pour construire ma proposition / mon positionnement / ma valeur en prenant en compte les habitudes et besoins des usagers.**
- Collaborer pour rendre **l'offre locale attractive** face à une concurrence à bas prix ?

ANNEXES

Annexe 1 : Grille d'entretien

Objectifs visés pas les entretiens :

- Identifier les problématiques et thématiques autour de « l'alimentation saine, durable, locale et accessible à tous » auxquelles aucune réponse n'est encore apportée et/ou pour lesquelles il y a un besoin de coopération entre acteurs sur le 93.
- Identification des attentes, opportunités et ressources des acteurs (financières, humaines, expertises) et ce qu'ils peuvent apporter dans le cadre de collaborations
- Identification de projets ou idées de projets pouvant faire l'objet de collaborations multi-acteurs

Au travers de ces entretiens, nous porterons une attention particulière aux :

- Besoins en innovation (selon critères : réponse aux enjeux du territoire / impact / capacité à être mis en place rapidement / accessibilité des ressources)
- Freins / blocages rencontrés par les acteurs et leviers sur lesquels s'appuyer
- Jeux d'acteurs sur le territoire

Questions :

I. Activité et développement de la structure

1. Pourriez-vous nous décrire l'activité de votre structure dans ses grandes lignes ?
2. Depuis combien de temps êtes-vous implanté sur le département ? Dans quelle phase de développement pensez-vous être ?
3. Avez-vous rencontré et/ou rencontrez-vous toujours des difficultés dans la mise en place de votre activité et/ou de nouveau projet que vous souhaiteriez développer ? Quelles sont-elles ?
Selon vous que faudrait-il mettre en place (solution, force/faiblesse) pour surmonter ces difficultés et atteindre vos objectifs ?
Avez-vous toutes les informations/connaissances
4. Avez-vous établi des partenariats pour la mise en place et le développement de votre activité ? Si oui, avec quels types d'acteurs ?

II. Enjeux alimentaires en Seine-Saint-Denis

5. Qu'est-ce que le terme « enjeu alimentaire » signifie-t-il pour vous ? Selon vous quels sont les enjeux alimentaires prioritaires sur le territoire (département 93) ?
6. Selon vous, pourrait-on répondre (trouver des solutions) à ces enjeux grâce à de nouveaux projets (innovation) et/ou la collaboration entre acteurs du territoire ?
Si oui, quels types de projet / de collaboration faudrait-il mettre en place ? Pensez-vous que des questions de recherche sociologique, technique, aideraient à développer ces projets ?
7. Avez-vous connaissance de nouvelles initiatives, partenariats en lien avec les enjeux alimentaires du département ? Si oui, lesquelles ?

III. Projets collaboratifs : perspectives et attentes

L'objectif de cette troisième partie est d'identifier les besoins potentiels en collaboration et la nature de ces besoins (besoin d'information, de moyen, de compétence, soutien politique, etc). Cela nous permettra d'identifier le type d'acteur (société civile, chercheurs, collectivité) à mobiliser durant la suite du CoLab93.

Nous souhaitons faire travailler ensemble des acteurs de l'ESS, des collectivités et des chercheurs car nous pensons que leurs compétences respectives sont complémentaires.

8. Dans le cadre d'une collaboration avec ces différents acteurs qu'elles seraient vos attentes envers vos partenaires ? De votre côté, quelles ressources pourriez-vous mobiliser ?
9. Connaissez-vous un/ des acteurs qui s'intéresse et/ou qui travaille sur ces thématiques et que l'on pourrait associer au projet ?
10. Avez-vous d'autres remarques ou sujets à aborder ?